



SNUipp-FSU Paris

11 rue de Tourtille 75020

Tél : 01 44 62 70 01

Fax : 01 44 62 70 02

Mél : [snu75@snuipp.fr](mailto:snu75@snuipp.fr)

Site : <http://75.snuipp.fr>

# L'Ecole

Journal du  
SNUipp Paris - FSU



Dispense de timbrage Paris 25 CTC

L'ÉCOLE  
Journal du  
SNUipp Paris-FSU  
11 rue de Tourtille  
75020 Paris



**PRESSE  
URGENTE**  
DISTRIBUÉE PAR  
**LA POSTE**

Déposé le 11/06/10

## Sur tous les fronts, restons mobilisés

En France comme en Europe, les gouvernements mettent en place les uns après les autres leur politique d'austérité : gel des salaires, attaques contre les services publics...Toujours la même explication : en temps de crise, il faut rassurer les marchés... Toujours les mêmes conséquences de ces politiques libérales : casse des systèmes de solidarité, baisse des droits des salariés, encore plus d'injustice sociale...

Le gouvernement actuel est de ce point de vue «exemplaire». Il met en œuvre la casse de notre système de retraite par répartition et il programme, à travers la RGPP, le démantèlement de tous les services publics dont l'école.

Les hypothèses de travail ministérielles contenues dans «*le schéma d'emploi 2011-2013*» sont aussi édifiantes qu'inacceptables : suppression des Rased, augmentation des effectifs par classe, stages de formation continue hors temps de service...

Toutes ces attaques ont une seule logique : des coupes sombres budgétaires au profit d'une idéologie libérale au service des plus riches, et ce, quelles qu'en soient les conséquences sociales.

Le SNUipp et la FSU refusent le fatalisme. Un autre choix de société est possible et pour cela un autre partage des richesses est indispensable. Pour l'imposer, il faut rester mobilisé sur tous les fronts :

- sur le front des retraites en se mettant en grève pour assurer la réussite de la manifestation lors de la journée de mobilisation unitaire du 24 juin ;

- sur le front de l'école, en diffusant dès maintenant aux parents et aux enseignants le texte unitaire parisien FCPE/SNUipp-FSU/Se-Unsa/Sud Education afin d'être prêts dès la rentrée à se mobiliser contre les nouvelles restrictions budgétaires, et pour exiger un autre budget pour les services publics.

**- 48 000 postes ?  
démantèlement du  
service public d'éducation!**

*Page 2*

**Retraites  
réussir la grève  
du jeudi 24 juin**

*Page 3 et 4*

L'Ecole n°264, du 11 juin 2010, Journal du SNUipp Paris-FSU, CPPAP n°0510 S 07539, ISSN n°12410233, Directeur de publication : N. Wallet, Prix : 1€. Imprimé par nos soins. Dispensé de timbrage. Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp (ou des syndicats de la FSU). Conformément à la loi du 08/01/78, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant par écrit au SNUipp Paris.



# Démantèlement du service public d'éducation !

*Après la suppression de 16 000 postes à la rentrée 2010 conséquence de la suppression de la formation et des IUFM (masterisation), le ministère projette de continuer sur sa lancée en supprimant environ 16 000 postes chaque année pour les 3 années à venir, pour le premier degré, le second degré et les administratifs.*

*Dans un document interne adressé aux recteurs d'académie en vue de la préparation des 3 prochaines rentrées, le ministre demande l'examen et le chiffrage d'hypothèses inacceptables et insupportables dans les écoles et les établissements pour les conditions d'apprentissages des élèves et les conditions de travail des enseignants.*

## **Tour d'horizon de ces préconisations, écrites noir sur blanc avec un cynisme incroyable**

- Le ministre préconise d'**augmenter le nombre d'élèves par classe**, par un relèvement des seuils d'ouverture et de fermeture de classe (dans le 1er et le 2nd degré) ; *"l'augmentation de la taille des classes peut donc être globalement envisagée sans dégradation des résultats des élèves"*

- Le ministère veut notamment **supprimer le droit à la scolarisation des élèves de moins de trois ans** : Il demande également une nouvelle baisse du nombre de places en maternelle en proposant de ne plus tenir compte du nombre d'enfants de moins de trois ans y compris en Zone d'Education Prioritaire !

- Le ministre envisage une **réduction et la précarisation de la qualification des postes de remplaçants**. Pour pallier les besoins de remplacement, le ministre prévoit de faire appel à des non-titulaires embauchés à la vacance (avec un « rendement de 100% »), principalement les étudiants en master! Le document est précis : les vacataires seraient utilisés *"à hauteur de 80% pour les absences de moins de deux jours, 50% de trois à cinq jours et 25 % entre 6 et 10 jours."* Les brigades de remplacement connaissent des suppressions drastiques d'effectifs depuis des années et ne permettent plus d'assurer la formation continue des enseignants titulaires.

Toujours pour économiser des postes de remplaçants, le ministère demande l'organisation de la formation continue en dehors du temps de travail ou pendant les vacances scolaires !

- Le ministère prône de nouveau la **suppression des RASED** (Réseaux d'Aides aux Elèves en Difficultés), qu'il rattache officiellement à l'introduction des deux heures hebdomadaires d'aide personnalisée : *"... deux heures d'aide personnalisée en très petits groupes pour les élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages (...) représentent l'équivalent de 16 000 postes d'enseignants entièrement dédiés à aider les élèves qui en ont le plus besoin. Dans ce nouveau contexte, la contribution des enseignants spécialisés des RASED qui s'ajoute à cet effort, doit évoluer."* En conséquence il envisage la suppression des maîtres G et des maîtres E, et y ajoute *"la mise en extinction des psychologues scolaires. »*

- Le ministère propose la **suppression d'un millier de postes d'assistants étrangers** pour l'enseignement des langues vivantes.

**Les prochaines rentrées scolaires se traduiraient par la suppression de 48.000 postes en 3 ans, avec des implications immédiates dans les classes au quotidien.**

**Les sections parisiennes de la FCPE, du SNUipp-FSU, de Sud-Education, du SE-UNSA condamnent le cynisme inacceptable des méthodes du ministère dans la mise en place de sa politique de destruction du service public d'éducation et exigent l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement des postes supprimés lors des budgets précédents. Elles réaffirment que l'école n'est pas un coût à réduire, mais bien un investissement pour l'avenir. Le service public d'éducation doit permettre la réussite de tous.**

# Retraites rien n'est joué, ensemble nous pouvons peser réussir la grève du jeudi 24 juin

*Les mobilisations du 27 mai ont montré la détermination des salariés du public et du privé à s'opposer au projet gouvernemental et imposer d'autres solutions. Même si la participation à la grève dans notre profession n'a pas été aussi importante que lors des journées d'action précédentes, rien n'est encore joué. Seule l'intervention massive des personnels permettra d'empêcher les remises en cause sur les retraites, en particulier celle du Code des pensions, et d'améliorer la situation de l'emploi et des salaires. C'est parce que nous pensons qu'il est encore possible de peser sur les choix du gouvernement que le SNUipp Paris appelle à la grève le 24 juin.*

## Un contexte politique et social plus favorable qu'en 2003

Aujourd'hui la situation politique et sociale n'est pas la même qu'en 2003. Les élections présidentielles venaient d'avoir lieu juste un an auparavant. Elles avaient porté Jacques Chirac au pouvoir avec un score digne d'un plébiscite. Il s'agissait pour beaucoup d'éloigner le spectre de l'extrême droite. La gauche était défaite. Le gouvernement Raffarin avait les coudées franches pour poursuivre le démantèlement du système de retraite en s'attaquant aux fonctionnaires. Il avait pris garde de ne pas renouveler l'erreur de 1995 en écartant les régimes spéciaux de la réforme. L'approche du bac, la signature de la Cfdt avaient sonné le glas du mouvement de lutte dans lequel les personnels de l'Education avaient été le fer de lance.

Aujourd'hui la situation politique et sociale a changé. Le résultat des élections régionales après celui des européennes a donné un véritable camouflet à Nicolas Sarkozy. La crise financière de 2008 n'en finit pas de causer ses ravages. Elle a quand même eu le mérite de démontrer que malgré la crise et l'endettement public des sommes colossales pouvaient être mobilisées pour sauver le système bancaire international. L'ampleur de cette crise était telle qu'elle a contraint le chef de l'état à tenir des discours presque « gauchisants » : moralisation du capitalisme, partage des gains de productivité, etc... Le bilan du président de la République, après trois années de règne, n'est pas très glorieux. Le chômage continue sa progression, l'insécurité, cheval de bataille électoral n'est pas en recul malgré une politique de gros bras, le pouvoir d'achat est en berne. Au niveau syndical, même si le front peut apparaître désuni, la Cfdt reconnaît qu'elle s'est faite berner en 2003 et semble ne pas vouloir renouveler les erreurs passées.

## Sauvegarder nos retraites et imposer d'autres choix

Comme en 2003, le débat sur les retraites pose la question du partage des richesses. Elle est posée avec d'autant plus de pertinence aujourd'hui que la situation actuelle a démontré que d'importantes marges financières existaient. Un an après le début de la crise financière et malgré le plan de sauvetage spectaculaire la valse scandaleuse des bonus reprenait de plus belle. Cela a contraint le gouvernement à annoncer une participation des hauts revenus au financement des retraites. Même si cette annonce reste symbolique, elle montre « officiellement » que d'autres solutions sont possibles et que seul le rapport de force créé par un mouvement social fort permettra de les imposer.

Le gouvernement dans son document d'orientation a évoqué l'harmonisation

éventuelle entre le public et le privé. Même si on peut difficilement être opposé à toute idée d'harmonisation, celle-ci ne peut être conduite que dans un esprit de justice sociale et au bénéfice de tous. On peut être certain que ce ne sera pas le cas. Le statut de la fonction publique, son système de retraites défini par le code des pensions sont le produit de l'histoire et de la nature des missions qui lui sont confiées. Près d'un emploi sur quatre relève de l'une des trois fonctions publiques. C'est dire l'importance que revêtira la mobilisation des personnels si nous voulons préserver notre système de retraite.

WWW

Dossier "retraites"  
<http://75.snuipp.fr>

## Baisse des salaires des fonctionnaires au nom de "l'équité" !

Une journée de salaire par mois en moins ! Ce serait le résultat de l'augmentation du taux de cotisation des agents publics que le gouvernement semble décidé à proposer au nom de « l'équité entre les salariés ». Un prétexte en fait pour diminuer les salaires des fonctionnaires. C'est aussi ignorer la spécificité du système de fonctionnement des retraites des fonctionnaires et, sans discussion globale sur le financement des retraites, c'est faire porter l'effort aux seuls salariés.

Cette mesure, si elle devait se confirmer, est inacceptable !

Le gouvernement continue de privilégier les ballons d'essai par voie de presse ! Mais le flou est savamment entretenu et la volonté de détourner l'attention de la réalité des dégradations programmées pour tous les salariés est bien réelle. D'ailleurs aucun bilan n'est fait de la réforme de 2003 qui programme une baisse du niveau de pension des fonctionnaires d'en moyenne 20% !

Cette annonce, si elle devait se concrétiser, n'améliorerait en rien la situation des salariés du privé. Faut-il redire que pour viser des objectifs communs, une indispensable équité entre tous les salariés, il faut parfois passer par des modalités différentes correspondant à la réalité de chacun des secteurs ? Comme l'ont rappelé les travaux du COR « une comparaison directe des taux de cotisation n'est pas pertinente ».

Seule une intervention massive des salariés permettra d'empêcher les remises en cause sur les retraites, en particulier celle du Code des pensions, et d'améliorer la situation de l'emploi et des salaires.

# En grève jeudi 24 juin pour la défense des retraites



**Ensemble nous pouvons peser !**  
Mobilisation nationale unitaire pour les retraites  
CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

*rien n'est joué,  
notre détermination sera décisive pour l'avenir !*

**Manifestation régionale**  
14h République vers Nation

**AG de grève 10h Bourse du travail (République)**